

La perception du risque nucléaire en France, en 2012 : « il y a un avant Fukushima et un après Fukushima »

Pour l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), l'année 2011 a été marquée par l'accident nucléaire de Fukushima. Cet accident majeur rappelle qu'en dépit des précautions qui peuvent être prises, un accident ne peut jamais être exclu. Clairement, il y a un « avant Fukushima » et un « après Fukushima ». En effet, cet accident pose des questions fondamentales qui vont bien au-delà de l'accident survenu sur l'installation de la société Tepco, au Japon.

Dans ce contexte, l'ASN a un rôle de premier plan à jouer en faveur non seulement du développement de la transparence en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection, mais aussi du développement d'une culture du risque chez nos concitoyens.

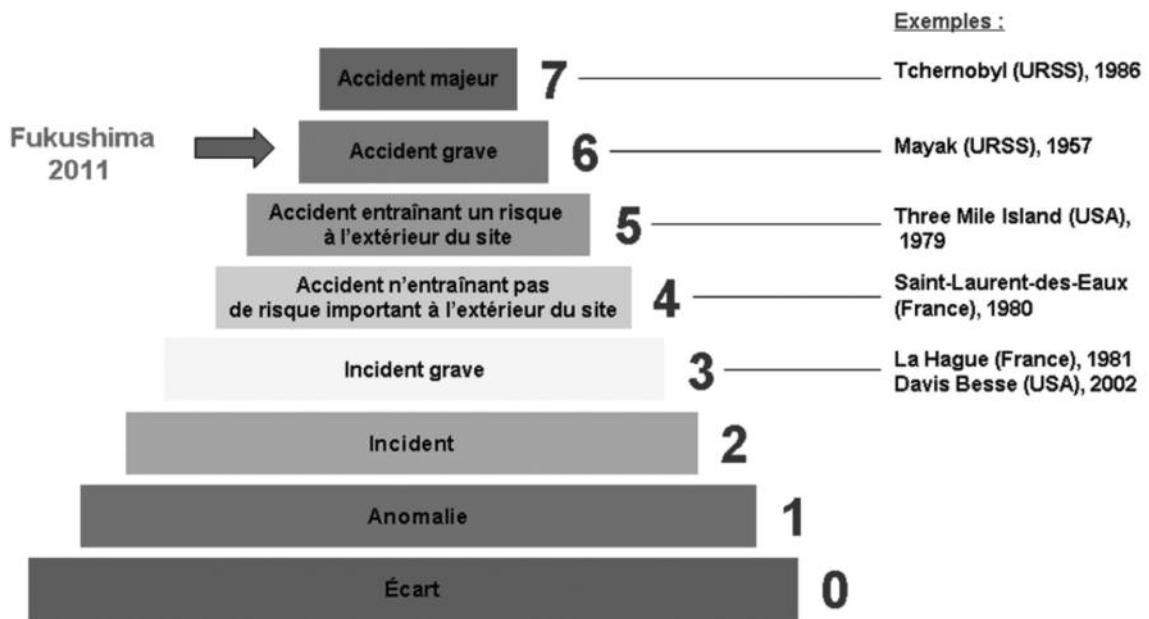
Par **Emmanuel RIVIÈRE*** et **Alain DELMESTRE****

Dès l'annonce de la catastrophe, l'Autorité de sûreté nucléaire s'est totalement mobilisée, en relation avec son appui technique, l'IRSN, pour donner aux pouvoirs publics, aux médias et à tous nos concitoyens une information réactive et une appréciation la plus juste possible de la réalité de l'accident. En dépit des difficultés pour comprendre techniquement l'accident, l'ASN a décidé, dès les premiers jours de la crise, de classer cet accident au niveau 6 de l'échelle internationale INES de classement des incidents et accidents nucléaires. Ce classe-

ment effectué « comme si cet accident était arrivé en France », était en décalage avec celui, largement sous-évalué, opéré par les autorités japonaises. Pour l'ASN, l'accident était plus grave que celui de Three Mile Island (niveau 5), mais moins grave que celui de Tchernobyl (niveau 7).

* Institut TNS-Sofres, directeur du département Stratégies d'Opinion.

** Autorité de sûreté nucléaire (ASN), directeur général adjoint, directeur de la communication et de l'information des publics.



L'ASN a classé très rapidement l'accident au niveau 6 de l'échelle INES.

En l'occurrence, l'ASN a utilisé l'échelle INES pour ce qu'elle est réellement, un outil de communication conçu pour que les citoyens puissent avoir une compréhension claire des enjeux, dans une logique de culture du risque, plus qu'une échelle à vocation exclusivement technique

LES PERCEPTIONS DU PUBLIC APRÈS L'ACCIDENT DE FUKUSHIMA ET LES ENSEIGNEMENTS DU BAROMÈTRE D'OPINION DE L'ASN

Depuis 2005, l'ASN a mis en place un baromètre d'opinion destiné à mieux comprendre les attentes du grand public, mais aussi celles d'un public « averti » constitué de professionnels.

La dernière vague de cette étude d'opinion a été réalisée entre octobre et décembre 2011. Nous livrons ici les principaux enseignements retirés de l'attitude du public après l'accident de Fukushima.

Le nucléaire civil a occupé une place inédite dans l'actualité de l'année 2011, en raison bien sûr de l'accident de Fukushima, qui a aggravé et prolongé le dramatique séisme du 11 mars 2011 et le raz-de-marée qui a suivi. La répercussion de cet accident sur l'opinion publique a été immédiatement planétaire, moins à cause des conséquences environnementales de la catastrophe qu'en raison des décisions immédiatement prises par plusieurs gouvernements, au premier rang desquels la chancellerie allemande, qui décida la fermeture immédiate de sept réacteurs et celle de toutes les centrales nucléaires d'ici à 2020. Cet événement ne pouvait manquer de susciter un débat majeur en France, pays partenaire et voisin de l'Allemagne et

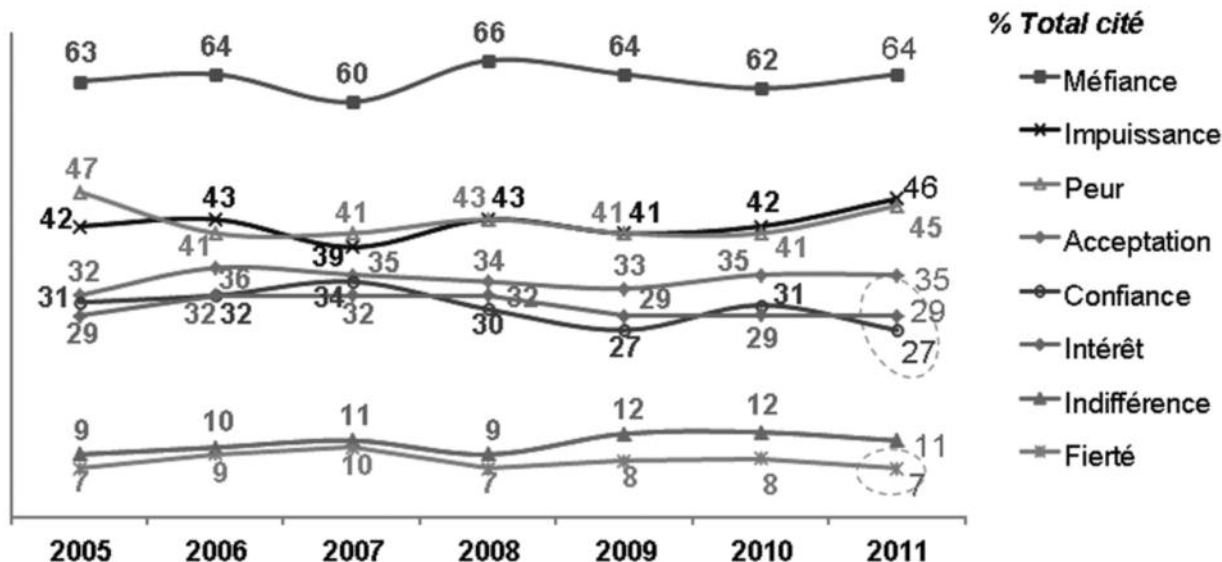
acteur de premier plan dans le domaine de la production électronucléaire.

En France, dès le printemps 2011, la campagne présidentielle est venue amplifier l'écho de ce débat.

Jamais le nucléaire n'aura été aussi présent dans le débat public. Pourtant, l'impact de ces événements sur la manière dont les publics perçoivent le nucléaire et son contrôle a été limité. C'est ce qui ressort de l'édition 2011 du baromètre d'opinion de l'ASN. Cet outil de suivi de l'opinion montre que Fukushima a eu un impact sur les perceptions des risques. Mais cet impact n'est pas aussi spectaculaire que l'on aurait pu l'imaginer.

Certes, l'attitude des Français à l'égard du nucléaire a été affectée par les événements de 2011. Les « favorables au nucléaire » sont moins nombreux, les « opposants au nucléaire » voient leur nombre augmenter. Mais le camp le plus nombreux reste celui des hésitants, qui représente, après comme avant l'accident, la moitié des interviewés. C'est là un point essentiel d'analyse de l'opinion à l'égard du nucléaire : la plupart des gens ne se situent pas dans une lecture binaire, « pour ou contre ». Comme souvent, lorsque les enjeux sont complexes, avec une forte dimension technique, beaucoup estiment ne pas en savoir assez pour pouvoir trancher. Quand on les interroge sur l'avenir de cette énergie, ces hésitants sont séduits par les options intermédiaires, qui consisteraient en l'espace à sortir progressivement du nucléaire, sur plusieurs décennies.

À côté de ces hésitants, il y a ceux qui prennent parti et, parmi eux, les avis favorables étaient, avant Fukushima, bon an mal an, deux fois plus nombreux (un gros tiers) que les opposants (moins d'un sur six). Au lendemain de la catastrophe, les lignes avaient



On n'observe pas de changement radical d'état d'esprit à l'égard du nucléaire en France malgré l'accident de Fukushima.

bougé significativement : entre novembre 2010 et fin mars 2011, les partisans du nucléaire étaient passés de 35 à 28 %, et les opposants au nucléaire de 14 à 24 %. La fin de l'année 2011 semblait annoncer l'amorce d'un retour à l'état antérieur, les opposants reculant à 21 % et les partisans en restant à 28 %. Globalement, il apparaît donc que Fukushima a eu un effet sur la perception du nucléaire en France, mais cet effet n'est pas considérable, et il n'est pas sûr qu'il soit durable.

LA PERCEPTION DU CONTRÔLE DE LA SÛRETÉ NUCLÉAIRE ET DE LA RADIOPROTECTION EN FRANCE

Au-delà de la perception du nucléaire, Fukushima a affecté la manière dont les Français jugent le contrôle de la sûreté du nucléaire en France. Fin 2010, près de six Français sur dix (57 %) jugeaient efficace la manière dont la sûreté des centrales nucléaires était contrôlée en France.

Quelques jours après l'accident nucléaire, cette confiance chutait de dix points. Incontestablement, le fait qu'un tel enchaînement de difficultés non maîtrisées se soit produit dans un pays développé a jeté un doute global sur la sûreté nucléaire.

Toutefois, là encore, cet effet de Fukushima et de ses suites peut (et doit) être relativisé. En effet, dès la fin de l'année 2011, la proportion des personnes interrogées qui jugeaient efficace le contrôle des centrales nucléaires redevenait majoritaire (53 %). Ce retour progressif à la confiance peut être attribué à la fois à l'éloignement de l'événement, à sa médiatisation et à la mise en valeur des contrôles engagés en France à

travers les Evaluations complémentaires de sûreté (ECS).

L'IMPACT DES ÉVÉNEMENTS « MÉDIATIQUES »

Ainsi, l'impact de Fukushima sur l'opinion française apparaît bien moindre que celui d'un fait infiniment moins grave survenu sur notre sol à l'été 2008 : une fuite d'uranium, à l'usine Socatri (sur le site du Tricastin). Cet événement, fortement médiatisé en pleine trêve estivale et suivi d'autres incidents remarquables dans la même région, avait fortement entamé la confiance placée par le public dans le contrôle des installations nucléaires.

La proportion des Français jugeant ces contrôles satisfaisants était ainsi passée de 63 % fin 2007 à 45 % en septembre 2008. Au sein du public « professionnel », la satisfaction avait chuté, passant de 88 à 75 %. Après ces incidents de 2008, on note une brusque chute de la confiance dans le contrôle, puis une amélioration progressive des perceptions. Mais jamais les niveaux de confiance antérieurs à 2008 n'ont été retrouvés (ni même approchés) par la suite. Que les incidents du Tricastin aient davantage altéré la confiance dans la sûreté des installations nucléaires françaises que Fukushima est, somme toute, assez logique, étant donné l'éloignement géographique de Fukushima. Il n'est cependant pas anodin de constater que les événements de l'été 2008 ont durablement marqué la perception de la sûreté nucléaire par l'opinion, alors que très peu de gens les ont encore à l'esprit. Pourtant, ils ont laissé une trace, comme si une présomption d'infailibilité s'était alors évanouie. À l'inverse de Fukushima, les incidents de 2008 n'ont pas eu d'impact global sur la perception générale du nucléaire par

l'opinion, mais ils ont suscité une interrogation sur le niveau de précaution retenu par la France.

QUELLES LEÇONS TIRÉES DE CES ÉVÉNEMENTS ?

Il serait possible de disserter longuement sur ces phénomènes d'opinion et sur le traitement médiatique qui les alimente. Mais il ne s'agit pas ici de dire si ces perceptions de l'opinion sont ou non fondées ; il s'agit de s'interroger sur leurs conséquences et sur les attentes qu'elles suscitent. Or, l'une de ces conséquences pourrait être une prise de conscience d'une réalité du risque nucléaire qui ne soit plus prise en étau entre la négation et l'exagération. En mars 2011, plus d'un Français sur deux (56 %) estimaient « probable » qu'un accident comparable à celui de Fukushima puisse se produire un jour en France, 19 % estimant cette occurrence « très probable ». Il est important de comprendre ce que cela veut dire, en termes de mécanismes d'opinion. Naturellement, les « opposants » sont les plus enclins à croire probable un tel accident en France (ils sont 80 %). Mais on rencontre aussi 60 % d'« hésitants » et même un tiers des personnes « favorables » au nucléaire qui le jugent probable. Ce qui signifie que l'acceptation du nucléaire peut, chez un même individu, coexister avec le sentiment de sa dangerosité potentielle. Autrement dit, qu'il y a une forme d'intégration du risque nucléaire, probablement dans l'idée que ce risque ne serait pas forcément cataclysmique. En cela, Fukushima aura peut-être donné à la perception du public une certaine « gradation » des risques, par rapport à la référence qu'est l'accident majeur de Tchernobyl.

LA CULTURE DU RISQUE ET LES CAMPAGNES DE DISTRIBUTION DE COMPRIMÉS D'IODURE DE POTASSIUM (IODE STABLE)

CAMPAGNE 2009



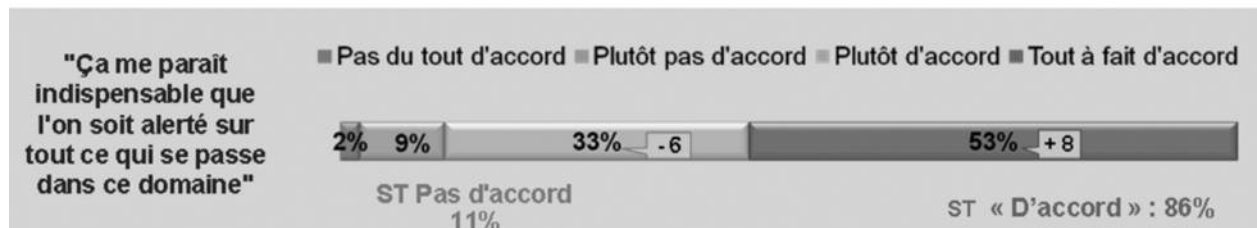
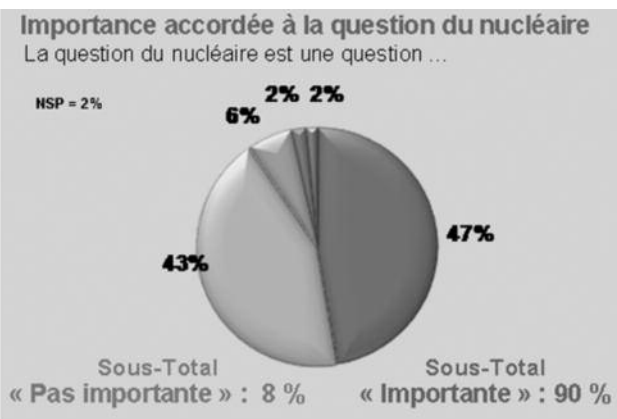
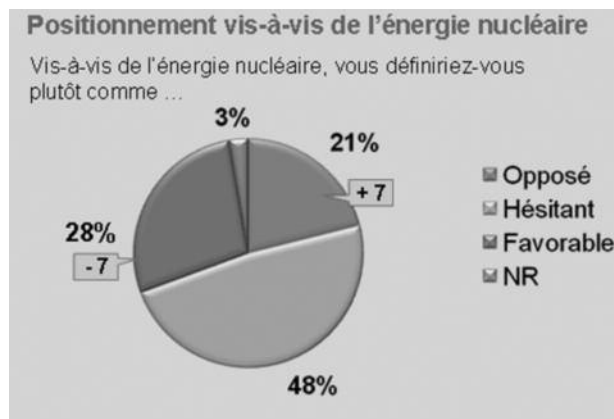
Retirez vos comprimés d'iode en pharmacie



Le comprimé d'iode est un moyen de protection simple et efficace en cas d'accident nucléaire.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur : www.distribution-iode.com

Affiche d'information de la dernière campagne de distribution d'iode.



Facteurs de segmentation du grand public : un positionnement opposé au nucléaire en progression et des attentes plus importantes en matière d'alerte.

NB : Dans la figure du haut à gauche, le pourcentage des « Opposé » est de 21 %, celui des « Hésitant » est de 48 % et celui des « Favorable » est de 28 %.

Les études réalisées pour l'ASN sur la perception du risque ont montré que les personnes même les mieux informées avaient des difficultés à sortir de l'alternative entre la négation du risque et son exagération. C'est notamment ce qu'ont montré des études conduites en 2010 et en 2011 afin de comprendre les comportements des riverains des centrales nucléaires à l'égard des comprimés d'iode qui leur sont distribués gratuitement. Ces campagnes de distribution visent à faire en sorte que les foyers et les établissements se trouvant à proximité d'installations nucléaires disposent de ces comprimés destinés à protéger la glande thyroïde en cas d'accident nucléaire. Les études conduites par l'ASN et l'institut de sondages TNS Sofres cherchaient à expliquer pourquoi près de la moitié des foyers concernés n'avaient pas fait la démarche consistant à aller retirer leurs boîtes de comprimés dans leur pharmacie habituelle.

Ces enquêtes ont montré que la campagne d'information avait été très largement remarquée (80 % des citoyens concernés s'en souvenaient), elle n'était donc pas en cause. Ce qui constituait le principal obstacle au retrait des comprimés, c'était l'interrogation sur leur utilité, une perplexité des publics concernés qui puisait dans deux excès opposés : le sentiment qu'il n'y avait aucune probabilité qu'un quelconque accident se produise et le sentiment qu'un accident nucléaire est forcément apocalyptique, rendant ainsi dérisoire la protection offerte par un simple comprimé d'iode stable.

La cause profonde du non retrait des comprimés en pharmacie réside donc dans un déficit de culture du risque nucléaire chez les citoyens. Il apparaît par conséquent nécessaire de développer cette culture (individuelle et collective) du risque en faisant du citoyen un acteur de sa propre protection. L'enjeu de

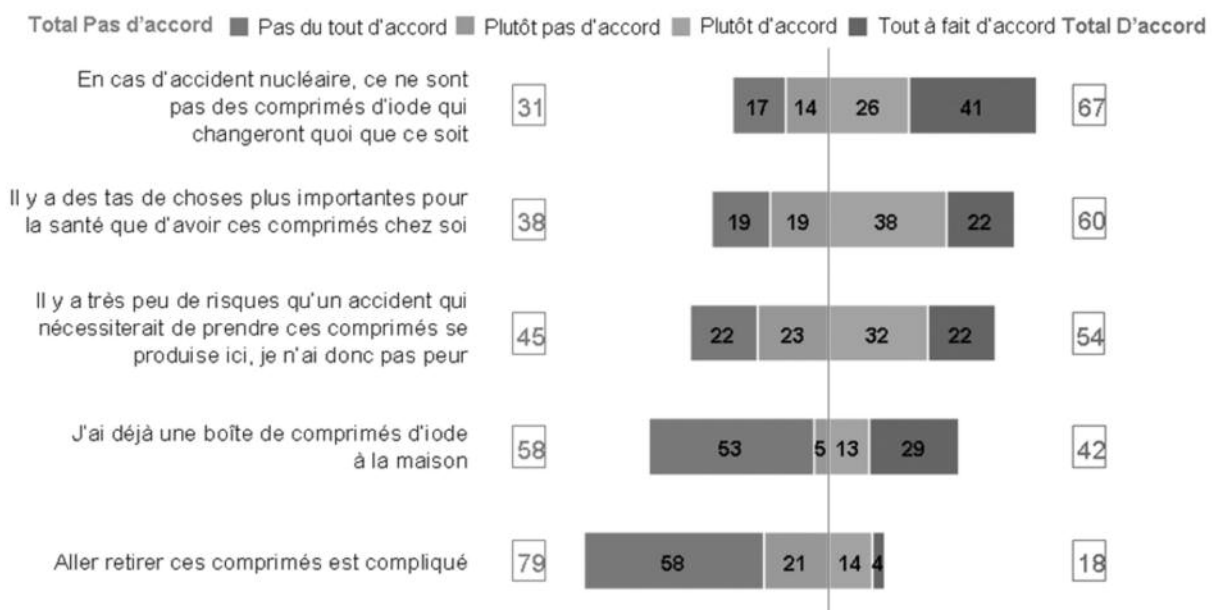
communication étant de dissiper ses représentations erronées de l'accident nucléaire et de lui montrer que des actions de protection efficaces existent.

Le risque zéro n'existe pas : Fukushima nous l'a rappelé. En relation avec les pouvoirs publics et avec les élus locaux (notamment les maires des communes concernées), l'ASN souhaite faire progresser la culture du risque auprès de nos concitoyens pour qu'ils sachent se protéger en cas d'accident nucléaire. Ils sont informés et associés aux exercices de crise organisés régulièrement par les pouvoirs publics dans l'objectif d'assurer une gestion optimale de la crise en cas d'accident réel. Cette logique a poussé l'ASN à engager, dès 2005, les travaux du comité directeur post-accidentel (Codirpa) visant à imaginer avec l'ensemble des parties prenantes, ce que pourrait être la vie des populations dans un territoire contaminé par la radioactivité et à gérer les conséquences d'un accident nucléaire.

L'ASN : UN GENDARME DU NUCLÉAIRE DE MIEUX EN MIEUX IDENTIFIÉ ET À L'AVIS DE PLUS EN PLUS ATTENDU

Comme nous l'avons mentionné, les analyses des évolutions de l'opinion ne montrent pas de fort impact de Fukushima sur la perception de la sûreté nucléaire par nos concitoyens. Est-ce à dire que cette catastrophe n'a pas marqué les esprits ? Non, bien sûr : au contraire, elle semble avoir été l'occasion à la fois d'une attention accrue et d'une attente d'informations.

Les différents publics (professionnels ou non) interrogés dans le cadre de ce baromètre de l'opinion sont en



Attitude des citoyens qui ne sont pas allés chercher leurs comprimés d'iode en pharmacie.

majorité convaincus qu'il y aura un « avant Fukushima » et un « après Fukushima ». Les deux tiers des personnes interrogées s'attendent à des changements importants dans la politique nucléaire de la France dans les prochaines années et cette conviction s'accompagne d'une attention accrue à l'égard de l'information sur le nucléaire.

Les professionnels interrogés au sein du public averti sont ainsi significativement plus nombreux fin 2011 à consulter les médias pour s'informer sur la sûreté nucléaire et la radioprotection. Mais cette attention plus forte n'est pas synonyme d'inquiétude élevée, comme nous l'avons déjà souligné. Une majorité des personnes interrogées sont même convaincues que la catastrophe survenue au Japon aura un impact positif sur le contrôle du nucléaire en France, aussi bien dans le grand public que parmi les professionnels, notamment dans le cadre des contrôles effectués par l'ASN.

La visibilité et l'identification du « gendarme du nucléaire » qu'est l'ASN est une autre conséquence collatérale des incidents et des accidents nucléaires fortement médiatisés. Créée par la loi TSN de 2006 (mais existant déjà sous cette appellation bien avant 2006), l'ASN est une institution qui est de mieux en mieux connue tant du grand public que des professionnels, du fait notamment de l'actualité, qui lui permet de faire connaître son existence et ses missions.

Or, la question de la visibilité de l'institution en charge du contrôle du nucléaire est un enjeu important du débat lui-même. Il apparaît en effet, à la lecture des résultats de notre baromètre, année après année, que la notion d'Autorité Administrative Indépendante est une notion que les Français ont du mal à s'approprier. En effet, le grand public veut bien croire qu'une insti-

tution publique soit dotée de compétences pointues, mais il a plus de mal à en concevoir l'indépendance à l'égard de la sphère politique.

Le cas de l'ASN est à cet égard emblématique. L'ASN n'est soupçonnée d'excès de zèle ni par le grand public ni par les professionnels. Même lorsque certains exprimaient avant Fukushima leur crainte que ses exigences ne nuisent au développement et à l'exportation du nucléaire civil français, le sentiment dominant, y compris chez les professionnels, était que son attitude était la bonne, et que si l'on avait un reproche à lui faire, c'était celui de ne pas être assez exigeante. Tout se passe comme si l'ASN, parce qu'elle est une institution publique dans un pays qui a fait le choix du nucléaire, devait en permanence faire la preuve de son indépendance tant à l'égard des pouvoirs politiques qu'à l'égard des opérateurs.

Le plus souvent, l'ASN y parvient. Ceux et celles qui se rappellent ses prises de parole disent avoir confiance en ce que l'ASN dit (54 %, contre 37 % au sein du grand public, 72 % contre 26 %, chez les professionnels). Quand elle s'exprime, l'ASN dissipe le soupçon formulé *a priori* sur sa réelle indépendance. Fukushima en a été l'occasion : les trois quarts des professionnels qui ont suivi l'information donnée par l'ASN durant la catastrophe se déclarent satisfaits de l'information fournie, ce qui correspond à la meilleure appréciation parmi toutes les institutions testées.

Dans le contexte de l'après Fukushima, et dans le cadre du débat sur la transition énergétique qui s'annonce, l'ASN aura un rôle important à jouer non seulement dans le développement de la transparence en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection, mais aussi dans un développement conjoint de la culture du risque chez nos concitoyens.